



## Conseil économique et social

Distr. générale  
29 novembre 2011  
Français  
Original : anglais

---

### Commission de la condition de la femme

#### Cinquante sixième session

27 février-9 mars 2012

Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire\*

**Suite à donner à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et à la session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les Femmes en 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle » : réalisation des objectifs stratégiques et mesures à prendre dans les domaines critiques et nouvelles mesures et initiatives; thème prioritaire : « L'émancipation des femmes rurales et leur rôle dans l'élimination de la pauvreté et de la faim, le développement et les défis actuels »**

### **Déclaration soumise par la Fédération internationale des femmes diplômées des universités et l'Organisation mondiale des femmes, organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social**

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante qui est publiée conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* E/CN.6/2012/1.



## **Déclaration**

### **L'éducation en tant que base essentielle de l'émancipation économique des femmes rurales**

#### **Accès à l'éducation de qualité : un droit de l'homme fondamental**

L'éducation est un droit de l'homme qui est essentiel à la réalisation des autres droits humains, des objectifs du Millénaire pour le développement et autres buts et engagements convenus internationalement. Si nous voulons atteindre l'objectif de l'égalité entre les hommes et les femmes, il est indispensable que les garçons et les filles aient un accès égal à l'éducation à tous les niveaux. S'il y a eu une grande avancée vers l'accès universel à l'enseignement primaire au cours de la dernière décennie, l'élimination de la disparité entre les sexes dans l'éducation primaire et surtout secondaire est loin d'être atteinte.

Dans la déclaration ministérielle de haut niveau de sa session de fond de 2011, le Conseil économique et social a réaffirmé que l'éducation était essentielle pour le développement humain, le développement durable, la paix mondiale, les sociétés justes et démocratiques et la promotion de tous les droits de l'homme.

Les progrès insuffisants, les inégalités persistantes dans l'enseignement entre les pays et à l'intérieur des pays, le taux élevé des abandons scolaires, notamment des filles dans l'enseignement primaire, ont fait partie des préoccupations exprimées à cette occasion. La Déclaration a souligné que l'accès à l'éducation devrait être prioritaire, particulièrement pour les enfants non scolarisés, les populations rurales et les personnes qui vivent dans des situations précaires.

#### **L'éducation et l'émancipation économique sont inexorablement liées**

L'investissement dans le potentiel humain stimule les objectifs du développement et parmi eux la santé et l'égalité des sexes. Il est prouvé que les femmes éduquées ont davantage de choix, ce qui leur donne un meilleur contrôle sur leur vie. Il est également établi qu'il y a un lien positif entre la présence continue des filles à l'école et l'amélioration de leur revenu dans le futur comme l'a noté le Groupe spécial interinstitutions sur les adolescentes qui estime que chaque année passée dans une classe secondaire accroît le salaire futur des filles de 10 à 20 %.

Il ne nous suffit pas de reconnaître que l'éducation est importante pour l'émancipation des jeunes, notamment des adolescentes et des adolescents. Nous devons nous assurer que la volonté politique et les ressources financières sont disponibles pour permettre à tous les jeunes de jouir de leurs droits humains fondamentaux à l'éducation et garantir que l'enseignement qu'ils reçoivent les prépare à assumer leur vie future.

Trop d'adolescentes, de manière générale, ne terminent pas leurs études secondaires parce qu'elles quittent l'école pour aider leur famille. Les filles de moins de 16 ans constituent plus de 90 % de la main-d'œuvre domestique globale et, selon Human Rights Watch, 70 % des 130 millions des jeunes qui abandonnent l'école sont des filles. Dans 19 pays africains, les adolescentes qui terminent le cycle du secondaire sont en dessous de 5 %.

## **Les obstacles et les stratégies pour assurer la pleine émancipation des filles rurales**

La pauvreté met les filles, et notamment les adolescentes rurales, dans une situation précaire en termes d'éducation. Selon le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, il existe deux fois plus de filles de ménages pauvres qui ne sont scolarisés dans les classes du secondaire que des filles du même âge dans des familles aisées. Le plus souvent on tient pour acquis que les filles doivent rester à la maison pour s'occuper des autres membres la fratrie, des travaux domestiques, comme la cuisine, le ménage, le transport de l'eau et du bois, les travaux de ferme, ou pour aider la famille à améliorer les revenus. D'autres parents gardent les enfants le moins possible à l'école parce qu'ils n'ont pas la possibilité de payer les frais scolaires, les uniformes, les livres et les fournitures. Les parents qui estiment que les filles ont très peu de chance de générer des revenus peuvent décider de ne pas investir dans leur éducation. Et quand il faut choisir, on accorde la préférence au garçon.

Pour que les filles aient accès sans aucune restriction à un enseignement de qualité, les frais de scolarité, y compris la fourniture d'uniformes, de livres et de fournitures, devraient être gratuits pendant tout le cycle du secondaire. Il faudrait trouver les investissements nécessaires pour fournir les allocations financières et assurer l'accès facile à l'eau potable à l'école ou près de l'école et pour faciliter l'accès au carburant à bon marché, bref à tout ce qui peut avoir un impact positif sur l'inscription des filles.

Les distances à couvrir pour se rendre à l'école et l'absence d'un environnement scolaire sain constituent des obstacles majeurs. Les parents, qui sont préoccupés par le manque de sécurité de leurs filles qui doivent souvent longuement marcher pour arriver à l'école et aussi par l'absence d'installations sanitaires séparées, préfèrent garder leurs filles à la maison et souvent celles qui sont les plus intelligentes. Des mesures doivent être prises pour s'assurer que les filles peuvent se rendre sans risque à l'école, sans être en butte au harcèlement sexuel et à d'autres formes de violence. Aménager les heures d'école afin que les filles puissent se rendre de la maison à l'école pendant la journée, en rapprochant les écoles des communautés rurales et en créant de meilleures infrastructures capables de permettre des programmes technologiquement avancés d'éducation à distance sont quelques-unes solutions possibles.

Si les filles doivent recevoir l'éducation dont elles ont besoin pour leur avenir, d'autres facteurs à l'intérieur des communautés doivent être examinés et parmi eux l'absence de modèles positifs. Étant donné la persistance du taux élevé d'analphabétisme, beaucoup de femmes rurales ne sont pas équipées pour aider des générations plus jeunes. Les programmes d'éducation pour adultes dans les zones rurales doivent être intensifiés. Plusieurs communautés rurales souffrent également de l'absence d'institutrices ou de leur sous-représentation. Des stimulants financiers et un habitat sain sont nécessaires pour attirer davantage d'institutrices vers ces communautés.

Des pratiques culturelles et religieuses traditionnelles, comme les mutilations génitales féminines, le mariage précoce ou forcé, contribuent de manière significative au taux élevé d'absentéisme ou à l'abandon de l'école. Il est prouvé que les filles qui n'ont pas reçu une éducation formelle ont eu leur première expérience sexuelle et leur premier enfant plus tôt que des adolescentes qui ont

bénéficié d'une éducation formelle. En outre, ces filles courent davantage le risque d'être démunies, d'être mariées de force ou de subir des relations sexuelles. Elles sont beaucoup plus enclines à abandonner très tôt l'école en plus de n'avoir aucune ou peu d'information sur la sexualité, la procréativité ou le VIH/sida. Elles courent davantage de risques car, n'ayant pas accès à la contraception ou aux services de santé, elles ont des grossesses répétées et des enfants à des dates rapprochées. En revanche, les femmes éduquées ont leur première expérience sexuelle et leur premier enfant plus tard. Parce que moins nombreux, les enfants d'une mère éduquée jouissent d'une meilleure santé et d'une éducation plus solide. Une éducation sexuelle complète couvrant les droits de l'homme, la prévention du VIH, l'égalité des sexes, la sexualité et la citoyenneté active est une part importante de l'éducation formelle et informelle.

### **Au-delà de l'accès à l'éducation de qualité et l'emploi futur**

Pour que les femmes rurales réalisent leur plein potentiel économique, il faut viser au-delà de l'inscription et de la fin du cycle scolaire et réfléchir sur la qualité et la pertinence de l'enseignement fourni. Les étudiants, et particulièrement les filles, doivent avoir les connaissances de base et les compétences spécifiques qui leur permettront d'entrer sur le marché du travail. Dans beaucoup de régions rurales, le besoin de compétences est loin d'être satisfait. Le Programme des Nations Unies pour le développement estime que des étudiants qui ont suivi un enseignement primaire de cinq ans dans certains pays subsahariens ont 40 % de risque d'être analphabètes. Les filles rurales éduquées sont déçues de ne pas trouver des emplois qui correspondent à leurs qualifications. Se rendant compte que rester à l'école ne garantit pas des revenus, d'autres filles ne sont pas stimulées pour poursuivre leurs études.

Plusieurs écoles rurales souffrent d'un manque d'enseignants qualifiés et d'équipement. Les écoles avec un instituteur unique sont souvent la norme et les enseignants se battent pour contrôler des classes qui comptent beaucoup d'élèves et où différents types de sujets sont abordés. Dans certains cas, les instituteurs n'ont qu'une connaissance approximative des sujets qu'ils doivent enseigner. Le niveau des cours en science et en mathématiques, deux sujets essentiels dans le monde technologique actuel, est au-dessous des normes et souvent ne figurent même pas dans le programme scolaire. Des écoles plus importantes se trouvent dans l'obligation de compter sur des membres de leur corps enseignant qui n'ont même pas les qualifications académiques et professionnelles. La plupart des écoles rurales fonctionnent avec des infrastructures rudimentaires, très peu disposent d'équipements technologiques modernes en matière d'information. Il est important que des stratégies soient trouvées pour attirer des enseignants plus qualifiés dans des zones rurales et pour fournir les infrastructures adéquates.

Des progrès significatifs en vue des objectifs 2 et 3 du Millénaire pour le développement ont été notés par l'UNESCO dans des pays qui ont adopté une approche intégrée, y compris des mesures pour abolir les frais scolaires, apporter des stimulants financiers, améliorer les installations sanitaires, recruter des institutrices et réformer les programmes scolaires.

**Conclusion**

La Fédération internationale des femmes diplômées des universités et l'Organisation mondiale des femmes prient instamment les gouvernements, tant des pays en développement que des pays qui fournissent des aides, de s'assurer que des politiques et des programmes sont mis en place et que des ressources financières nécessaires sont fournies pour garantir que les filles bénéficient d'un plein accès à l'enseignement secondaire qui fournira une base solide à leur avenir économique. Cet accès et la rétention dans l'enseignement secondaire doivent permettre aux filles d'atteindre des niveaux d'éducation plus élevée et de bénéficier de formation supplémentaire, de trouver un emploi fructueux et de ne pas être confrontées à une vie de pauvreté.

---